

## Brexit : « Les consommateurs britanniques ont le plus à perdre »

Par Recueilli par Antoine d'Abbundo, le 15/12/2020 à 11h19

Meredith Crowley est maître de conférences en économie internationale à l'université de Cambridge et chercheuse au centre d'études indépendant « UK in a changing Europe ». Le Brexit vu de Londres.



La Croix : Le 1<sup>er</sup> janvier, le Royaume-Uni aura quitté l'Union européenne, son principal partenaire commercial. Quelle sera l'ampleur des dégâts ?

Meredith Crowley : Le gouvernement britannique a publié, en novembre 2018, un livre blanc qui fournit une estimation des dommages sur le long terme, en ligne avec les prévisions des universitaires. La chute du PIB se situerait entre 7,6 % et 9,3 % sur dix ans en cas de non-accord et de 4,9 % selon le scénario optimiste d'un accord. Dans tous les cas, la perte est substantielle, d'autant qu'elle va intervenir sur fond d'une crise sanitaire qui pèse déjà lourdement sur l'économie du pays et entrave un peu plus les relations commerciales.

? DOSSIER. Le Brexit vu de Londres

À court terme, l'impact le plus notable sera une hausse des prix des denrées alimentaires avec l'instauration de tarifs douaniers sur les produits agricoles autour de 16 % en moyenne. Le secteur automobile sera aussi confronté à de forts problèmes car 60 % des voitures fabriquées en Grande-Bretagne sont vendues sur le continent et qu'on peut craindre une hausse des taxes d'importation d'environ 10 %.

Le premier ministre, Boris Johnson, promet que le pays va prospérer en concluant des accords avec le monde entier. Depuis 2019, plus d'une vingtaine a été signée, notamment avec le Japon en octobre. N'est-ce pas encourageant ?

M. C. : Pour l'instant, il est difficile de croire en cette promesse. Ces accords sont bienvenus mais la plupart d'entre eux ne font que remplacer ceux dont bénéficiait le Royaume-Uni comme membre de l'Union. C'est le cas de celui signé avec le Japon. Dans l'ensemble, ces accords n'apportent pas de réels gains supplémentaires.

? À LIRE. Brexit : à quoi joue Boris Johnson ?

En mai, Londres et Washington ont ouvert des négociations. La discussion avec l'administration Trump était assez tendue. L'élection de Joe Biden va-t-elle simplifier les choses ?

M. C. : Le Royaume-Uni commerce déjà intensivement avec les États-Unis, plus que n'importe quel État membre de l'Union. En 2019, il a exporté pour 57 milliards de livres (62 milliards d'euros) de marchandises vers les États-Unis contre 36 milliards de livres (39 milliards d'euros) pour l'Allemagne. D'après l'estimation du gouvernement, un accord avec Washington n'augmenterait le PIB que de 0,1 % sur dix ans. C'est vraiment minime.

J'ajoute que je serais surprise de voir un accord signé prochainement. Joe Biden a clairement indiqué que sa priorité était de régler la guerre commerciale qui oppose les États-Unis et la Chine et de réparer la relation commerciale avec l'Union européenne. De plus, il est un fervent partisan de l'accord du Vendredi saint de 1998 qui garantit la paix en Irlande du Nord. Si la situation à la frontière irlandaise devenait difficile, la négociation serait promise à l'échec.

La doctrine gouvernementale du « Global Britain », qui prétend imposer la puissance britannique sur la scène mondiale, pose la question de la Chine. Comment espérer peser seul face à ce géant ?

M. C. : La position difficile que connaît actuellement l'Australie vis-à-vis de la Chine

montre combien les économies de petite et moyenne taille peuvent être soumises à la pression de Pékin. Le conflit bilatéral entre la Chine et les États-Unis est en train d'évoluer en conflit plus large et plus difficile pour la diffusion de technologies qui ont des implications stratégiques et militaires. L'Europe est aussi impliquée. L'UE et le Royaume-Uni doivent travailler ensemble à pacifier leurs relations avec la Chine.

? ENTRETIEN. Hélène Darroze : « J'admire la capacité de résilience des Britanniques »

De chaque côté de la Manche, les entreprises s'adapteront-elles facilement à la nouvelle donne ?

M. C. : Pour les grandes entreprises qui exportent déjà hors de l'Union, la transition vers de nouvelles procédures douanières devrait être relativement fluide car elles ont les compétences pour cela. Ce sera plus compliqué et coûteux pour les PME qui ne connaissaient jusque-là que le marché unique. Mais il faut garder à l'esprit que pour près de 40 % des produits qui continueront à ne pas être taxés, les prix vont rester relativement stables. Les tracasseries administratives vont ralentir le commerce, mais pas l'arrêter.

Brexit, le choix cornélien de Boris Johnson

Le scénario catastrophe que certains prédisent n'est donc pas à l'ordre du jour ?

M. C. : Le principal problème est que les consommateurs du Royaume-Uni et d'Europe vont payer plus cher les biens et les services car les obstacles au commerce réduisent la concurrence et, au final, entraînent une hausse des prix. Mais la taille du marché de l'Union va rester très importante, ce qui garantit des prix relativement bas et un niveau élevé d'innovation. En tant que petite économie, le Royaume-Uni et ses consommateurs ont beaucoup plus à perdre.

Recueilli par Antoine d'Abbundo